

*l'Anti*capitaliste

n°698 | 7 mars 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER

**AVEC LES FEMMES
DE PALESTINE**



**STOP AUX GUERRES
IMPÉRIALISTES**

ZOOM

Féminisme. Le 8 mars, la grève féministe pour briser le silence

Page 3

ARGUMENTS

Palestine. Le boycott, une arme des opprimés face à la politique coloniale d'Israël

Page 5

LUTTER

Éducation nationale. Dans le 93, la mobilisation des personnels et des parents s'ancre et s'amplifie

Page 6

CHAMP LIBRE

Situation au Burundi et à Mayotte: entretien avec JS du Mouvement pour la solidarité et la démocratie

Page 8

Édito

Les européennes, des élections bien trop nationales

Par **FABIENNE DOLET**

Le monde a les yeux braqués sur les États-Unis, où dans quelques mois se tiendront des élections décisives pour le globe : Trump reviendra-t-il au pouvoir ? Trump, sa politique libertarienne acharnée ? Bien avant, le ton sera donné... lors des prochaines élections européennes. Car, en Europe, aussi, le bateau tangué face aux démons de l'extrême droite et des droites extrêmes. Les sondages, dont les médias d'extrême droite font grand cas, sont favorables au RN. La machine autopromotionnelle ne doit pas masquer que la colère contre les politiques néothatcheriennes de la macronie, dans un paysage politique dominant à droite toute, peut trouver à s'exprimer dans ce vote ! Car les européennes sont cette fois encore des élections bien trop nationales, alors même que le mouvement des paysanNEs partout a montré la nécessité d'apporter des réponses à ce niveau...

Ce n'est donc pas un hasard si le premier à lancer sa campagne en France est Jordan Bardella, président du RN. Ainsi, le 3 mars, à Marseille, devant 4 000 personnes, il a tenu le premier meeting de son parti avec un slogan qui rappelle l'« *America is back* » de Ronald Reagan : « *La France revient, l'Europe revit* ». Ça sentait le rétro, la playlist vingtième siècle et le « c'était mieux avant », et reprenait les classiques discours anti-immigration chers à Le Pen père, sans lesquels le RN ne serait pas le RN, dédramatisé ou pas. La faute aux immigréEs donc, mais aussi à l'écologie, forcément punitive, et au « *grand effaceur* » Macron... grand organisateur de la désindustrialisation, de « *l'effacement anthropologique* ». Tout d'un bloc, comme ça ! Car la nation, c'est la nation, le chef, c'est le chef, quoi !

Quant au programme, il n'a guère été esquissé. Et l'on comprend que pour lutter dans une élection européenne contre le « *recul de la France chez elle* », selon les termes de Bardella, le RN ne peut avancer un Frexit même caché et ne peut guère détailler comment un « *espace de coopération entre les nations et de grands projets* », qu'il appelle de ses vœux, se mettrait en place. Alors, les peurs, le complotisme, le racisme et la xénophobie, sur fond d'identité chrétienne, font office de politique... au service de l'ordre capitaliste, évidemment !

Le RN tiendra neuf meetings d'ici aux élections européennes, neuf occasions, comme à Marseille, de s'opposer à sa politique qui infuse partout, dans des contre-rassemblements, à commencer par le 1^{er} mai à Paris. Pour dire non aux racismes et à la xénophobie, réclamer le partage des richesses et la justice sociale... partout en Europe !

Bien dit

Penser que l'on puisse inscrire l'IVG dans la Constitution et s'en prendre au « tribunal public », à la « société de l'inquisition » à propos de #MeToo, comme l'a fait le président de la République, est un contresens. [...] Le vote historique du Congrès n'efface pas le virilisme venu de l'Élysée.

LÉNAÏG BREDOUX, « IVG : un vote pour l'histoire, mais pas sans mémoire », *Mediapart*, 4 mars

À la Une

PALESTINE Gaza se meurt... avec la complicité des puissances impérialistes

La situation est extrêmement dramatique à Gaza. Fin janvier, la Cour internationale de Justice a rendu un avis qui qualifie de plausible le génocide à Gaza et a demandé à Israël « de prendre des mesures pour que son armée ne viole pas la Convention sur le génocide ». Depuis, plus de 3 500 PalestinienNEs ont été tués par l'armée israélienne.

Depuis le début de l'offensive, plus de 38 000 morts ont été comptabilisés, auxquels s'ajoute la lente agonie de centaines de milliers de GazaouiEs due à la famine, en particulier dans le nord de la bande de Gaza où survivent 700 000 personnes qui n'ont plus accès aux vivres. Le système hospitalier est effondré, et le manque d'électricité menace les quelques infrastructures hospitalières qui restent. L'aide humanitaire arrive très difficilement : le flux d'aide a été divisé par deux depuis l'avis rendu par la CIJ.

Stop aux massacres !

La situation humanitaire et civile est absolument terrible à Gaza, ce qui a permis aux Israéliens de redéployer une partie de leurs forces en Cisjordanie et au Sud-Liban. Aujourd'hui, il y a plus de militaires israéliens en Cisjordanie que dans la bande de Gaza. Cela n'a pas empêché ce qu'on appelle le « massacre de la farine » le 29 février : 115 personnes tuées par l'armée israélienne alors qu'elles cherchaient à obtenir de la nourriture auprès d'un camion d'aide alimentaire. Déclencher et entretenir une famine puis profiter d'une distribution alimentaire pour tirer sur une foule affamée a ému l'opinion mondiale... Pas assez semble-t-il pour arrêter la barbarie et le massacre en cours !

De l'autre côté de la frontière, en Égypte, les images satellites montrent que l'Égypte a construit une zone de 20 km² dans le Sinaï et y a installé des tentes. Avec de hauts murs, cette construction est vraisemblablement plus une prison qu'un camp de réfugiéEs. En plein désert... À Jérusalem, la situation aussi est tendue : pendant le mois de ramadan, l'accès à la mosquée de Al-Aqsa sera restreint aux Palestiniens musulmans et interdit aux musulmans israéliens de moins de 50 ans.

Des négociations au point mort

Les négociations entamées le 25 janvier entre Israël et le Hamas sont pour l'instant au point mort : il y a des désaccords sur le



taux d'échange entre prisonniers palestiniens et otages et aussi la garantie d'un cessez-le-feu pérenne. Il est clair que la pression est sur les Israéliens ; 26 pays sur 27 de l'Union européenne ont appelé à un cessez-le-feu et même les États-Unis commencent à sentir les effets de la pression mondiale sur cette échéance. La vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, a appelé à un cessez-le-feu « immédiat ». Un retournement bien tardif pour une trêve de seulement six semaines, tandis que les États-Unis continuent d'envoyer des armes à Israël.

Offensive sur Rafah programmée

Le ramadan démarre le 10 mars, ce sera probablement une date décisive. D'une part, les tensions vont monter d'un cran pendant ce mois, notamment autour de Jérusalem. Ce qui rend possible une éruption de révolte en Cisjordanie, en Israël et à Jérusalem. D'autre part, Netanyahu a fait du 10 mars le point de départ pour l'offensive sur Rafah, ville à la frontière égyptienne où sont amassées près d'un million et demi de personnes. Israël a promis cette offensive même en cas d'accord pour une trêve.

Pour l'instant, un bain de sang est à prévoir. Netanyahu a annoncé être à quelques semaines de la victoire totale ! Même s'il est clair qu'il s'agit de propagande grossière, l'État israélien s'apprête à commettre un massacre supplémentaire. Il mène aussi la bataille sur un autre front, en disqualifiant systématiquement l'UNRWA.

Se mobiliser le 8 et 9 mars

Le 8 mars 2024, à l'occasion de la journée pour les droits des femmes, notre solidarité va à toutes les femmes qui luttent contre les dominations coloniales, et aux femmes de Palestine

L'échéance de mobilisation nationale du 9 mars revêt une importance particulière à la veille d'une nouvelle offensive militaire : une mobilisation massive dans tout le pays permettrait d'accentuer la pression sur le gouvernement français qui, bien qu'en parole pour le cessez-le-feu, reste un soutien, un complice et, par ses livraisons d'armes, un acteur d'une guerre génocidaire.

Il s'agit le 9 mars de donner un second souffle à un mouvement de solidarité qui, après cinq mois de guerre, reste dynamique notamment au niveau local mais peu massif. Construire cette échéance peut aider à développer des groupes locaux capables d'intervenir de manière plus permanente à côté des cartels d'organisation.

Édouard Soulier



Acturama



Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation, pour la paix révolutionnaire en Palestine

Dimanche 3 mars a eu lieu la conférence que Judith Butler, membre de Jewish Voice for Peace, aurait dû tenir le 6 décembre au Cirque électrique, alors annulée par les tenants de la mairie de Paris. La conférence s'est finalement tenue à Pantin où plus de 750 personnes une après-midi durant ont pu écouter le discours de Judith Butler et diverses interventions autour du thème de l'antisémitisme et son instrumentalisation, pour la paix révolutionnaire en Palestine. De quoi alimenter la résistance à tous les racismes et aux politiques coloniales !

© PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

FÉMINISME Le 8 mars, la grève féministe pour briser le silence

Lors de la cérémonie des Césars le 23 février Judith Godrèche a délivré une parole claire et bouleversante sur les violences sexuelles dans le cinéma français et pointé le silence qui entoure ces révélations.

Depuis plusieurs semaines, la parole s'était déliée dans le monde du cinéma — mais pas seulement — et plusieurs victimes avaient témoigné, contre Depardieu, Jacquot, Doillon...

Le silence, l'arme absolue de ceux qui abusent

Les prises de parole de Judith Godrèche, Charlotte Arnould, Manda Touré, Vanessa Springora, Adèle Haenel et tant d'autres femmes connues ou inconnues, permettent de lever progressivement l'omerta. Car dans le milieu du cinéma comme dans d'autres : le silence prévaut. On ne répètera jamais assez cette phrase de Denis Mukwege : « *Le silence est l'arme absolue de ceux qui abusent* ». Pour les hommes violents, le silence est l'ingrédient clef de leur domination et le plus difficile à briser pour les victimes, car parler fait peur. Il y a la peur des représailles, d'être accusée de mentir, attaquée en diffamation, d'être victime de violences supplémentaires de la

part des agresseurs ou de leurs proches. Il y a aussi la peur de l'isolement, du rejet, en particulier dans des milieux où « tout le monde savait, mais personne ne disait rien ».

Dans les milieux culturels ou politiques, qui fonctionnent parfois comme des « grandes familles », les violences faites aux femmes sont largement tolérées, et il n'est pas question de dénoncer des hommes « puissants », les « monstres sacrés ». C'est dans le silence qu'ils peuvent violenter, agresser, violer en toute impunité. C'est dans le silence qu'ils peuvent continuer à faire des films, à écrire des livres, à peindre, à aller aux Césars. C'est dans le silence qu'ils peuvent continuer à recevoir des prix, à être dans les journaux, à parler aux infos. C'est dans le silence qu'ils peuvent continuer à exercer en tant que médecin ou psychologue, dans le silence encore qu'ils peuvent écrire des tribunes, se prétendre féministes. C'est dans le silence qu'ils peuvent même devenir ministres ou députés.

Face aux violences, parlons-nous, regardons-nous

Ainsi, le silence qui entourait les victimes avant leur prise de parole est là encore trop souvent après qu'elles ont dénoncé les violences qu'elles ont subies, ce que nous rappelle Judith Godrèche dans son discours à la cérémonie des Césars : « *Je parle je parle, mais je ne vous entends pas* ». Pourtant, dans le monde du cinéma comme ailleurs, c'est par la parole que l'on peut se retrouver et se soutenir. En 2023, 244 000 femmes ont été victimes de violences conjugales. 94 000 femmes subissent des viols ou tentatives de viol chaque année, 81% de femmes ont été victimes de harcèlement sexuel dans l'espace public, 20% de femmes déclarent avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail, 165 000 enfants sont victimes de viols et violences sexuelles chaque année...

Nous ne sommes pas seules, nous ne l'avons jamais été :



parlons-nous, regardons-nous. Ensemble, nous sommes plus fortes, nous sommes plus fortes qu'eux et le système patriarcal. Face aux violences nous pouvons agir, nous n'avons plus le choix, il faut nous battre ensemble pour les éradiquer.

Ce 8 mars, retrouvons-nous dans la rue pour lutter toutes et tous contre ces violences !

Commission nationale d'intervention féministe

UKRAINE Macron, matamore irresponsable sur l'Ukraine comme sur le reste !

En politique internationale comme sur le terrain intérieur, Macron est décidément un champion en déclarations aussi inconséquentes que politiciennes. Il s'est surpassé à l'issue d'une Conférence de soutien à l'Ukraine, organisée à l'Élysée lundi 26 février en présence de 27 chefs de gouvernement ou leurs représentants.

Sa prise de position en forme d'escalade interventionniste — « *Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre* » — a immédiatement provoqué de multiples réactions : parmi les autres chefs de gouvernement occidentaux, responsables de l'Otan ou militaires plus anonymes, pour démentir une telle perspective ; parmi les responsables politiques français pour condamner ces propos, soit sur leur pertinence dans la situation ukrainienne, soit pour s'élever contre cette nouvelle démonstration d'une orientation va-t-en-guerre du président Macron. La veille de cette conférence, le président ukrainien Zelensky avait quant à lui insisté sur le fait que « *sur un million d'obus que l'Union européenne nous a promis, ce n'est pas 50% mais malheureusement 30% qui ont été livrés* ». À cause de ces retards, « *nous perdons des gens, nous perdons des territoires* », a même souligné son ministre de la Défense.

Ce sont les armes qui manquent aux Ukrainiens, pas des troupes !

Comme le plus souvent avec Macron, la réalité de sa politique est inversement proportionnelle à l'emphase de ses déclarations. Les Ukrainiens n'ont pas demandé de troupes des autres pays. Ce sont des munitions et des armes qu'ils réclament, de portée

suffisante pour bloquer les attaques russes ! Or, la France est, en proportion, parmi les derniers pays de l'Union européenne contributeurs d'aide à l'Ukraine, occupant une peu glorieuse 27^e place avec 1,98 milliard d'euros soit 0,07% du PIB, dont 700 millions seulement au titre de l'aide militaire.

La France, troisième marchand d'armes mondial

Dans sa conférence de presse Macron a prétendu que les retards de livraison s'expliquaient par une production d'armement défectueuse dans tous les pays occidentaux. Il est sur ce terrain contredit par Joseph Borrell, haut représentant aux Affaires étrangères de l'UE, qui a déclaré : « *Le moyen le plus rapide, le moins cher et le plus efficace d'augmenter notre approvisionnement en munitions pour l'Ukraine est de cesser d'exporter vers des pays tiers* ». La France est concernée directement comme troisième marchand d'armes mondial, après les USA et la Russie. Elle livre les armes les plus sophistiquées aux régimes dictatoriaux comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (qui bombardent le Yémen), le Qatar, l'Égypte, le Maroc, et bien sûr à Israël...

C'est au titre de l'industrie exportatrice et de la puissance nucléaire de la France — sans rapport avec l'Ukraine — que le chef de l'État français aspire à un leadership européen. Cette réalité est mal camouflée par des déclarations qui tiennent de la posture de « chevalier blanc » de la solidarité avec l'Ukraine — cherchant un contraste avec

l'extrême droite et une partie de la gauche à l'approche des élections européennes — et visent également à détourner l'attention de sa complicité avec le colonialisme criminel d'Israël.

En finir avec les ventes d'armes, la dette et les politiques ultralibérales

Comme l'exprime notre camarade de Sotsialnyi Rukh Vitaliy Dudin¹, l'Ukraine a montré qu'il n'était pas nécessaire d'adhérer à l'Otan pour se défendre, à la condition de recevoir des armes et des munitions — données et non vendues —, à la condition également d'annuler la dette ukrainienne vampirisante. Il faut vaincre la corruption et les nuisances des oligarques, et les privatisations. Il faut en finir avec les politiques ultralibérales du gouvernement ukrainien, menées même en pleine guerre, qui s'opposent aux conditions d'une lutte de résistance nationale. Pour être plus forts et efficaces, celles-ci doivent être socialement justes. Un enjeu majeur est que notre soutien sur tous ces plans s'inscrive dans notre engagement global contre le militarisme et la course aux armements : la socialisation des industries d'armement tournées vers le profit en est la condition, accompagnée de notre soutien à tous les peuples qui, dans des contextes divers, luttent contre des politiques d'oppression néocoloniales.

Jacques Babel

1 — « *Ukraine: 7 conclusions pour un 24 février* », Europe Solidaire Sans Frontières (europe-solidaire.org), <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article69915>

No comment

Nous devons refuser qu'une seule femme, en France, puisse, un jour s'inquiéter de voir l'un de ses droits reculer.

JORDAN BARDELLA, le 4 mars sur TF1... ce qui ne l'a pas empêché de voter systématiquement contre le droit à l'avortement au niveau européen en tant que député européen.

Agenda

Vendredi 8 mars, journée de grève et manifestations féministes. À Paris, 14 h Gambetta.

Samedi 9 mars, manifestation de solidarité avec le peuple palestinien, Paris. À 14 h, République.

Dimanche 10 mars, rencontre librairie du NPA 18^e avec Aurore Koechlin sur la gynécologie, Paris. À 14 h 30, à la Régulière, 43, rue Myrrha, M^o Château-Rouge.

Mardi 12 mars, réunion publique du NPA, Grenoble. À 20 h, salle 150 MDH Le Patio, Tram A Arlequin, Grenoble Villeneuve.

Samedi 16 mars, rencontre de La Brèche sur les racismes d'État avec Olivier Le Cour Grandmaison, Paris. À 17 h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine dans le 12^e.

Samedi 16 mars, manifestation contre les violences d'État et le racisme systémique. Infos à venir.

Samedi 23 mars, réunion publique du NPA sur la lutte contre l'extrême droite avec Ugo Palheta, Béziers. À 17 h, à la Cimade, 14, rue de la Rotonde.

Samedi 23 mars, manifestation contre le racisme et le fascisme. À Paris, départ 14 h Bastille.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Cilletts au Portugal, Paris. À 19 h 30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AFRIQUE CENTRALE En République démocratique du Congo, guerre et pillage

La principale cause du conflit dans l'est de la RDC est le pillage de son sous-sol dont l'Union européenne profite largement.

La situation dans la région du Kivu de la République démocratique du Congo (RDC) ne cesse de se détériorer. Les miliciens du M23 soutenus par le Rwanda s'approchent dangereusement de Goma, la capitale régionale.



Félix Tshisekedi en 2021.
WIKIMEDIA COMMONS

Les «Wagner français»

Lors de sa campagne électorale, Tshisekedi avait promis de se débarrasser du M23. Bien conscient de l'inefficacité des Forces armées de la RDC, il s'était tourné vers l'armée kenyane dans l'espoir vain qu'elle entreprenne des missions offensives. Le Kenya n'avait nullement envie de se brouiller avec le Rwanda. C'est donc du côté de l'Afrique du Sud que le président congolais se tourne, avec sur le terrain des résultats peu concluants. Si l'Afrique du Sud est une grande puissance africaine, son armée est volontiers comparée à un couteau sans lame et sans... manche. Les forces congolaises tissent des alliances avec des groupes armés locaux comme les Wazalendo («les Patriotes» en swahili) et font appel à des mercenaires comme ceux de la société Congo Protection d'Horatiu Potria, ancien de la légion étrangère française, ou le barbouze et ex-gendarme Olivier Bazin. Les Wagner français, comme on les appelle en RDC, seraient autour d'un millier.

Le pillage

Paul Kagame nie toujours l'implication de son pays, le Rwanda, dans l'agression du M23 en dépit des évidences. Dernièrement, un drone d'observation et un hélicoptère des Nations unies ont été attaqués par des missiles sol-air tirés depuis un véhicule blindé de type WZ55 appartenant à l'armée rwandaise. Dans sa dernière déclaration, Kigali fait état de menaces contre les Banyamulenge, communauté de Tutsis congolais. Elle reproche à l'armée de RDC de s'allier aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) qui après 1994 étaient composées d'anciens génocidaires. Trente ans plus tard, c'est une nouvelle génération d'Hutus qui est à sa tête. Enfin, Kigali accuse la RDC de vouloir envahir le Rwanda. Ce sont les attaques du M23 qui ont fortement accentué les stigmatisations contre les Tutsis congolais. Quant aux FDLR, elles ne représentent plus un danger depuis longtemps pour le Rwanda, tout comme l'armée de la RDC déjà bien incapable de défendre le territoire. La raison du soutien du Rwanda au M23 est économique. La situation de conflit permet aux élites rwandaises de Kigali d'organiser le pillage du sous-sol congolais, riche notamment en coltan, minerais indispensables à l'industrie électronique.

Le recel

L'Union européenne a emboîté le pas aux USA en exigeant le retrait des troupes rwandaises de la RDC et l'arrêt du soutien au M23, mais dans le même temps elle passe un accord avec ce pays pour la commercialisation du coltan sachant pertinemment que ce minerais provient de spoliations. En effet, le Rwanda ne possède pas ce minerais dans son sous-sol. Cette convention ne peut qu'encourager Kigali à continuer la guerre, provoquant viols et massacres parmi les civils qui, par centaines de milliers, se réfugient dans des camps de déplacés insalubres.

Paul Martial

GRÈCE Convergence des luttes autour du tragique anniversaire de Tèmbi

Le mouvement étudiant mobilisé pour refuser le projet de loi de création de facs privées cherche à joindre sa lutte à celles du mouvement ouvrier. Mercredi 28 février, une impressionnante mobilisation a eu lieu un an après la tragédie ferroviaire de Tèmbi, collision frontale de deux trains qui avait provoqué la mort de 57 personnes.

Attribué par le gouvernement à l'erreur d'un chef de gare, ce massacre avait surtout mis en lumière la politique de privatisation des services publics. L'émotion et la colère avaient alors fait descendre dans la rue des centaines de milliers de manifestants, et depuis, le gouvernement de Mitsotakis emploie des méthodes scandaleuses pour empêcher une véritable enquête et rendre justice aux victimes, comme le réclament l'association des familles et une grande partie de la population, pour qui il n'est pas question d'oublier.

Une journée anniversaire de lutte

Pour honorer la mémoire des victimes et dénoncer la casse meurtrière des services publics, Adedy (Fédération syndicale du secteur public) avait appelé à faire du 28 février une journée de grève et de manifs. Appel largement entendu : à Athènes, cortèges fournis de divers secteurs publics, des branches du privé, des syndicats de base, et sur une avenue parallèle à la manif d'Adedy, PAME et le KKE. Et, par



NPA

milliers, le secteur de l'éducation, avec les enseignantEs, et en nombre impressionnant, la jeunesse scolarisée, qui garde intacte sa révolte devant la tragédie de Tèmbi, où sont morts de nombreux étudiantEs. De très gros cortèges étudiants, dont le refus de la création de facs privées se justifiait encore davantage en ce jour. Une immense manif, qui a rassemblé sûrement au moins 40 000 personnes autour du slogan : « C'est soit leurs profits, soit nos vies ! » Et dans de très nombreuses villes ont eu lieu le 28 février de très grosses manif

empies de colère. À Salonique, il y avait, semble-t-il, encore plus de monde qu'à Athènes pour dénoncer ce qui n'était pas un accident mais un crime.

Une mobilisation étudiante qui ne faiblit pas

Depuis maintenant deux mois, la mobilisation contre le projet de création de facs privées ne faiblit pas, malgré la répression et la propagande. Les AG et les occupations se poursuivent, et chaque jeudi, des milliers d'étudiantEs manifestent dans le pays. Face à cela, le gouvernement compte

faire discuter très vite son projet pour un vote du Parlement le 8 mars. Il joue l'intransigeance malgré la massivité du refus et le caractère jugé illégal de son projet par de nombreux juristes. La semaine qui vient sera un moment décisif, pas question pour le mouvement de baisser les bras. Les étudiantEs font le lien entre Tèmbi et le projet d'étouffer la fac publique et affirment bien fort : « Vous n'effacerez pas ce crime ». Une détermination qui mérite la plus grande solidarité!
A. Sartzekis, Athènes,
le 29 février 2024

EUROPE En Allemagne, grèves dans le secteur des transports

En raison de l'extrême intégration des directions syndicales allemandes dans le système capitaliste, les conflits sur les salaires ne sont jamais vraiment durs. La bureaucratie suit une ligne de partenariat social. C'est pourquoi, surtout depuis la pandémie et encore plus depuis l'augmentation de l'inflation, il y a des pertes salariales réelles significatives (en 2023, elles étaient en moyenne de 4 % à 6 %).

Depuis quelques mois, on observe toutefois une évolution notable, et ce parce que la situation du marché du travail est favorable aux salariéEs. Dans de nombreux secteurs, il y a une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cela rend les travailleurEs plus sûr(e)s d'eux et plus enclins à se battre. C'est ainsi que depuis des mois, sous la pression de la base, les conditions de travail deviennent un sujet de plus en plus important. On réclame plus de primes pour le travail posté, des pauses rémunérées et surtout des horaires de travail plus courts, mais bien sûr aussi des salaires plus élevés, comme lors des grèves des employéEs des aéroports (personnel de sécurité ainsi que personnel au sol du groupe Lufthansa).

Transports publics

La lutte la plus importante dans ce contexte se déroule actuellement dans les transports urbains. Dans la semaine du 26 février au 2 mars, les travailleurEs ont paralysé les transports urbains dans plus de 70 grandes villes pendant un à deux jours. La particularité de cette action est que l'organisation Fridays for Future (Fff) a conclu il y a quatre ans, avec le syndicat des services ver.di, l'alliance « Wir fahren zusammen » (nous allons ensemble). Cette fois-ci, des manifestations communes très efficaces ont eu lieu le jour principal de la grève, le 1^{er} mars. En Allemagne, c'est la première fois qu'un syndicat et une partie du mouvement

de protection du climat agissent ensemble. Cela a été possible avant tout parce que l'alliance a souligné : « Pour des raisons sociales et de protection du climat, nous avons besoin d'un tournant dans les transports, c'est-à-dire d'un développement massif des transports en commun. Pour cela, nous avons besoin de plus de conducteurEs ». Aujourd'hui déjà, il manque des conducteurEs de bus, car trop peu de gens veulent faire ce travail pénible (travail posté et salaire trop bas). Il faut donc rendre ce travail plus attractif, ce qui passe par une réduction du temps de travail avec une compensation salariale complète. Contrairement à d'habitude, la presse ne s'est cette fois-ci guère acharnée contre les grévistes, et ce, pour deux raisons principales : la population voit la charge de travail élevée des employéEs des transports publics et voit également la nécessité de développer les transports publics.

Certes, cela n'a pas encore permis d'aboutir à un accord satisfaisant (la bureaucratie syndicale ne profitera probablement pas de l'élan désormais acquis pour faire aboutir la majorité des revendications). Mais les salariéEs, fortEs du succès de la mobilisation et de leur nouvelle confiance en eux, ne se calmeront pas de sitôt.

Les conducteurs de train en lutte

C'est dans un contexte similaire de manque de personnel que se déroule depuis quatre mois la négociation collective des conducteurEs de

train. Mais il y a une différence essentielle : le syndicat des conducteurEs de train (GDL) ne fait pas partie de la grande confédération syndicale DGB et, en raison de son attitude nettement plus combative, il est sous le feu tant du gouvernement que du syndicat concurrent EVG (membre du DGB). Le GDL ne reçoit aucun soutien de la part du DGB, au contraire : les grands syndicats de l'industrie demandent au GDL de céder. Lors des négociations, qui se sont déroulées dernièrement à huis clos pendant quatre semaines, la compagnie ferroviaire n'a pas répondu à la revendication principale, à savoir la réduction du temps de travail de 38 heures à 35 heures. On estime donc que dans quelques jours, de nouvelles grèves auront lieu au sein des chemins de fer, paralysant le trafic ferroviaire pendant plusieurs jours.

Jakob Schäfer

À lire sur le site



USA. Le mouvement des non-engagés pour la défense de la Palestine, par Dan La Botz

PALESTINE LE BOYCOTT, UNE ARME DES OPPRIMÉ·E·S FACE À LA POLITIQUE COLONIALE D'ISRAËL

Face à la guerre génocidaire à Gaza, la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) a trouvé un nouvel écho en France. D'où vient cette campagne et comment s'est-elle organisée ? Comment la rendre plus collective et plus efficace dans les prochains mois.

Ces non-avancées combinées à des itérations de plus en plus à droite des différents gouvernements israéliens ont été à l'origine de la deuxième Intifada réprimée durement par le régime. Pour ces PalestinienNEs, la voie de l'action devait changer par une pression internationale et des sanctions bien plus fortes pour faire céder l'État israélien.

Solidarité contre l'apartheid

En 2001, lors du forum mondial contre le racisme à Durban organisé par l'Unesco, des vétérans de la lutte contre l'apartheid ont établi des parallèles entre les pratiques israéliennes et celles de l'État raciste sud-africain, recommandant des campagnes de boycott similaires à celles qui ont joué un rôle clé dans leur stratégie internationale. Pour les militantEs sud-africainEs, la multiplication des checkpoints et la fragmentation du territoire enferment les PalestinienNEs dans des enclaves qui semblaient familières à ceux qui avaient vécu l'apartheid jusqu'à une décennie plus tôt. Ainsi à Durban a commencé à émerger une stratégie qui, pour la première fois depuis

BDS, une campagne palestinienne de résistance

Au début des années 2000, pour de nombreux PalestinienNEs le processus de paix issu des accords d'Oslo en 1993 est une impasse : report constant et systématique de toute avancée sur les revendications palestiniennes, continuation de la colonisation et des implantations en territoires occupés.



Le 9 juillet 2005, 170 organisations de la société civile palestinienne basées en Cisjordanie, à Gaza, en Israël et dans plusieurs pays abritant des camps de réfugiés sont signataires de l'appel

cinquante ans, a engagé les PalestinienNEs directement avec des militantEs impliqués dans une solidarité organisée par en bas et susceptible de déboucher sur des résultats concrets. L'essor du mouvement antiguerre en 2003 contre l'agression américaine en Irak et la décision de la Cour internationale de Justice de

condamner le mur de séparation en Cisjordanie en 2004, a ouvert de nouvelles possibilités sur la scène internationale.

Un appel qui date de 2004

En 2004, un petit groupe d'universitaires et d'écrivains a lancé la Campagne palestinienne pour un boycott académique et culturel d'Israël

(PACBI). Cette campagne a connu un succès immédiat. L'année suivante, le Comité national palestinien Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BNC) a été créé, appelant à un boycott mondial des produits et des entreprises israéliens et à la mise en place d'un système de sanctions, un boycott mondial des produits et des entreprises israéliens et à prendre des mesures contre les entreprises qui commercent ou investissent en Israël.

Cet appel sort le 9 juillet 2005, pour lequel 170 organisations de la société civile palestinienne basées en Cisjordanie, à Gaza, en Israël et dans plusieurs pays abritant des camps de réfugiés sont signataires : « Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives

de retrait d'investissement contre Israël semblables à ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid ». Cet appel est axé sur trois revendications : mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes ; reconnaissance des droits fondamentaux des citoyenEs arabo-palestinienEs d'Israël à une complète égalité ; et en respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestinienNEs à recouvrer leurs maisons et leurs biens.

Pour finir, « ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore ses obligations de reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination ».

Un mouvement pour l'égalité des droits

Par le large éventail de structures la soutenant, la campagne BDS a rompu avec

des traditions de factionnalisme au sein du mouvement de résistance palestinien. Elle a aussi su tactiquement déplacer la focale des revendications nationalistes vers un mouvement pour l'égalité des droits susceptible d'obtenir un plus large soutien et un impact plus important. Enfin, la campagne BDS a aussi reposé la question des réfugiés et de l'application de leur droit au retour. Depuis sa création BDS s'est développé sur toute la planète et la plupart des pays ont une version locale de la campagne.

En France, elle reste à construire massivement et doit permettre d'exposer et de dénoncer les liens de l'état et des entreprises françaises avec l'État d'apartheid israélien pour desserrer l'étau sur les PalestinienNEs.

Édouard Soulier

<https://bdsmovement.net/call>

<https://www.bdsfrance.org>

Répondre ici et maintenant à la campagne palestinienne BDS

Israël ne peut mener ses guerres et maintenir l'occupation et la colonisation sans s'appuyer sur le soutien de la communauté internationale, sans l'appui d'institutions et d'entreprises capitalistes. En 2017, Israël a engagé 72 millions de dollars pour lutter contre la campagne de boycott international. Preuve que cette campagne est prise au sérieux par les autorités israéliennes. À nous de la mener avec sérieux.

Les actions de boycott individuel face à des produits israéliens sont un premier pas pour l'engagement collectif, on peut donc l'encourager même si cela reste très symbolique. La vraie dimension de la campagne BDS est fondamentalement collective : c'est aux organisations, aux syndicats, aux structures militantes de mener des campagnes.

Une campagne collective à des niveaux différents

Comme lors de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et la célèbre campagne internationale de boycott des oranges Outspan, le comité national du BDS palestinien défend l'objectif de cibler stratégiquement quelques entreprises ou institutions pour exercer une pression coordonnée et collective. C'était le sens de la journée contre

Carrefour le 17 février dernier qui a vu des dizaines d'actions se coordonner partout en France. Il existe plusieurs sortes de campagnes BDS à mener : au niveau d'une ville et de ses achats (ordinateurs HP), au niveau des universités pour qu'elles mettent fin à leur partenariat avec des universités israéliennes, au niveau sportif à travers le sponsoring (Puma), culturel contre la tenue d'événements organisés par un « ambassadeur culturel » israélien... Il est important de bien identifier le degré de complicité, les potentialités de convergences et l'attrait médiatique de la campagne.

Une campagne de solidarité pour gagner

Nous militons et menons campagne pour marquer des points. Comme lors du désinvestissement de Orange en

Les Jeux olympiques seront cet été l'occasion de faire pression sur l'État d'Israël en menant une campagne de boycott contre les délégations israéliennes

2016, après plusieurs années de batailles des syndicats français et égyptiens. Ce sont ces succès durables et cumulatifs qui mettront la pression contre l'État colonial. Pour cela, il faut mener un travail interne dans les organisations de masse, et en premier lieu les organisations syndicales, à travers des formations sur la situation en Palestine occupée et la campagne BDS. Les campagnes BDS se mènent habituellement sur le temps long, mais, face à la guerre génocidaire actuelle, l'accélération est nécessaire. Si ce n'est pas maintenant, quand construirons-nous la solidarité ?

Les athlètes israéliens sous bannière neutre aux JO

Les Jeux olympiques seront cet été une occasion particulière de mettre la pression sur l'État d'Israël en menant une campagne de boycott contre les délégations israéliennes. À l'instar de la fédération de Russie qui est bannie depuis l'invasion et la guerre en Ukraine, les athlètes israéliens doivent concourir sous bannière neutre. Le sport, comme la culture, est un instrument de soft power et de normalisation important pour un État. En menant cette campagne de boycott de l'État d'Israël aux JO, cela sera l'occasion



de mener à une échelle large une campagne de solidarité avec la Palestine. Dans toutes les villes qui accueilleront la flamme olympique avant

l'ouverture des JO, des rassemblements doivent avoir lieu pour dénoncer la participation d'Israël aux JO.

Ian Stemmelen

ÉCOLOGIE Répression des mobilisations environnementales : un réquisitoire de l'ONU

La convention d'Aarhus, signée par la France en 1998, doit protéger les défenseurEs de l'environnement. Elle impose l'obligation de veiller à ce que les personnes exerçant leurs droits ne soient pas pénalisées, persécutées ou harcelées.

Le Comité d'examen du respect de ces dispositions dit clairement que les manifestations pacifiques en faveur de l'environnement constituent un exercice légitime du droit du public à participer au processus décisionnel. C'est à ce titre que Michel Forst, mandaté par l'ONU, a enquêté depuis un an sur le niveau de répression dont sont victimes aujourd'hui les mouvements de désobéissance civile en Europe et en France. Le 23 février dernier, Michel Forst visitait la ZAD de la Crém'Arbre sur le parcours du projet de l'A69, entre Castres et Toulouse. Il a pu constater la manière brutale, humiliante, dont le préfet du Tarn conduit la répression.



OBSERVATOIRE TOULOUSAIN DES PRATIQUES POLICIÈRES

Évolution inquiétante des politiques répressives en Europe

M. Forst livre un diagnostic très inquiétant sur l'évolution des politiques répressives, des modes de maintien de l'ordre, de la justice. Tous les grands pays européens sont concernés. Le mécanisme mis au jour est clair : en s'appuyant sur la législation relative à la criminalité, sur les dispositifs policiers et sur l'arsenal juridique anti-terroriste, il s'agit d'intimider, de dissuader toutes mobilisations et de les délégitimer pour justifier la brutalité à leur rencontre. Nombre de médias sont enrôlés, usant de la rhétorique «écoterroristes», «radicaux», «extrémistes», «violents».

En France nous subissons la multiplication des contrôles abusifs, des arrestations et des amendes, les brutalités policières lors des manifestations, les maltraitements en garde à vue, humiliations, intimidations, violences, insultes racistes et sexistes. Enquête et surveillance étendues utilisant la législation relative à la criminalité organisée : suivi, géolocalisation, mise sur écoute, perquisition, infiltration policière. Tous les moyens sont bons ! En parallèle, les tribunaux généralisent la détention provisoire et durcissent les conditions de remise en liberté.

Répression des contestations

Ces pratiques répressives constituent une menace majeure pour la démocratie et les droits fondamentaux. Elles empêchent la société de «faire face à la crise environnementale avec l'urgence requise». Plutôt que de mettre en place des politiques efficaces de sortie des énergies fossiles, de protection des sols et de la biodiversité, de lutte contre toutes les pollutions industrielles et agricoles, les gouvernements poursuivent et harcèlent les lanceurs d'alerte, les activistes, les scientifiques, les journalistes, discréditent leur combat et leurs actions. Au-delà de l'intérêt de ce rapport, nous savons que la criminalisation des activistes environnementaux n'est qu'une des facettes de la guerre que mènent Macron et son gouvernement contre le mouvement social. Après les Gilets jaunes, les manifestations syndicales, les quartiers populaires, ils veulent mettre au pas toute contestation de leur pouvoir et de leur politique inégalitaire et écocide.

Commission nationale écologie

ÉDUCATION NATIONALE Dans le 93, la mobilisation des personnels et des parents s'ancre et s'amplifie

La rentrée du 26 février en Seine-Saint-Denis, c'était un peu «Stop ou Encore» pour le plan d'urgence 93.

Le plan d'urgence, construit dans les établissements par les équipes de l'intersyndicale CGT Educ Action-FSU-Sud Educ et CNT pendant l'automne, a été présenté le 21 décembre à Bobigny chiffrant précisément les besoins minimums pour fonctionner : 5000 postes d'enseignantEs, 2200 AESH (accompagnement des enfants en situation de handicap), 650 AED (assistantE d'éducation), 320 assistantEs pédagogiques, 175 CPE (conseillerE principal d'éducation), des postes pour les 40% d'établissements qui manquent d'infirmières et/ou d'assistantes sociales et un collectif budgétaire pour le bâti, car les 2/3 des écoles et établissements du département ne sont pas en état d'accueillir dignement les enfants.

L'AG des établissements réunie le 23 janvier pour faire un premier retour sur les réactions des collègues et établir un plan de mobilisation avait fixé une première étape de visibilité dans le cortège du 1^{er} février. Étape réussie avec un bon millier de personnes derrière la banderole du plan d'urgence, l'AG post-manif avait acté l'objectif : le 26 février, le 93 ne fait pas sa rentrée.

70% à 85% de grévistes dans les collèges

Et l'objectif est atteint au-delà des espoirs des équipes militantes. Lundi 26 février, il y avait 40% de grévistes dans le second degré avec des taux de 70% à 85% dans les collèges. Cette journée ponctuée par des assemblées générales d'établissements et de villes, un rassemblement à proximité de Stanislas (le strict opposé à notre

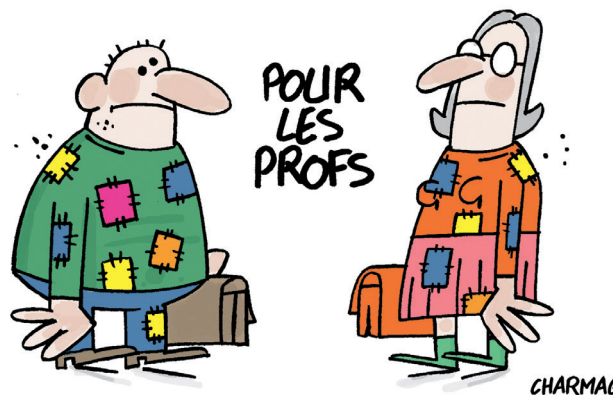
quotidien dans le 93), suivi d'une AG départementale a marqué le début d'une grève militante. Des centaines d'enseignantEs, CPE, AED, AESH se sont déployés durant la semaine pour aller à la rencontre des collègues et des parents d'élèves ; des milliers de tracts ont été diffusés devant les écoles et sur les marchés. Mercredi 28 février, une réunion d'information syndicale (RIS) a réuni plus de 290 collègues du premier degré, une étape importante pour l'élargissement de la mobilisation. Des réunions avec les parents ont réuni dans plusieurs villes du département des centaines de

personnes à chaque fois, avec le soutien de la FCPE. Des parents accompagnent les enseignantEs dans les actions et organisent des opérations «collèges morts».

Élargir la mobilisation et renforcer l'alliance personnels-familles

La force de propulsion de cette mobilisation réside dans l'alliance entre les personnels de l'éducation et les familles. Le centre de la mobilisation est dans les collèges, où la mise en place des groupes de niveaux, outre l'absence de moyens humains, entraînerait le renoncement au droit à l'éducation

UNIFORMES A L'ÉCOLE



CHARMAG

pour tousTEs, avec une partie de la jeunesse parquée dans le groupe des «faibles» ou même des «moyens». Un tri insupportable pour les enseignantEs qui alimente leur détermination ! Le combat engagé ouvre pour les familles un espoir d'obtenir enfin des solutions aux problèmes dénoncés depuis de nombreuses années : non-remplacement des enseignantEs absents (les enfants du 93 perdent l'équivalent d'un an de cours tout au long de leur scolarité) ; manque d'AESH qui rend impossible l'inclusion de nombreux enfants et crée des tensions insurmontables dans les classes. Et la liste n'est pas terminée. Les familles se saisissent donc de l'alliance et s'impliquent dans la mobilisation, ce qui entraîne aussi un certain nombre de jeunes dans les lycées.

Les objectifs à venir sont maintenant l'élargissement au premier degré et aux lycées le 7 mars, prolongé par la grève féministe du 8 mars, afin de pouvoir se projeter dans un approfondissement de la mobilisation les semaines suivantes. Sans compter l'écho donné par les médias qui découvrent la situation du 93 et couvrent la mobilisation donnant des idées de mobilisation au-delà du département.

Commission Éducation nationale

À voir sur le site
Les profs du 93 en grève



SANTÉ Les Ehpad dans la tourmente budgétaire... 100 postes supprimés au Havre!

Les Escales, au Havre sont un des plus grands Ehpad publics de France avec 6 sites, 664 lits et 580 salariéEs. Avec 7 millions d'euros de déficit, 100 postes vont être supprimés, rendant la vie impossible aux salariéEs et aux résidentEs.

Tout un symbole, c'est l'Agence nationale d'appui à la performance qui exige la suppression de 100 postes ! Le service public doit-il être performant, rentable ? Et les personnels, les résidentEs ? L'Ehpad était déjà sous administration provisoire depuis novembre 2023, avec un déficit de 2 millions d'euros. Il explose aujourd'hui à 7 millions, malgré la suspension de 43 postes vacants, la fin de nombreux CDD, une pause méridienne non rémunérée, le passage en 12 heures de travail, «sans prendre en considération qu'au bout de 6h30, il y a une baisse inévitable de la vigilance», note la CGT. Sans parler des coups de pression sur les personnels et des atteintes aux libertés syndicales. Conséquence, de la souffrance au travail et un taux d'absentéisme qui explose à 20%. Le ratio personnel/résidentEs est d'une personne pour 12 le matin, une pour 15 l'après-midi. Il n'est pas rare qu'à Caucrauville, il n'y ait que 2 personnes pour 44 résidentEs. Alors avec 100 postes en moins sur 580 !

La crise est structurelle

Avec la crise du covid et la fuite des personnels, le gouvernement a été contraint d'augmenter un peu les maigres salaires, de revaloriser un peu le travail de nuit et de week-end. Cela n'a fait que creuser les déficits, puisque dans le même temps, il a refusé d'augmenter les budgets

Sécu qui les financent ! Les budgets augmentent moins que l'inflation, les factures d'énergie et d'alimentation explosent, les pénuries de personnels obligent à jongler avec l'intérim, beaucoup plus cher. La crise est structurelle ! Voilà pour la partie soins du budget des Ehpad, prise en charge par la Sécu. Mais il y a aussi une partie hébergement (hôtellerie, restauration...), payée par les résidentEs et leurs familles avec une aide des départements en fonction des revenus, dont la hausse est limitée par un taux directeur fixé par les départements. En 2023, la hausse des taux directeurs tournait autour de 3%, bien moins que l'inflation ! Les départements exsangues veulent limiter leurs dépenses, et les tarifs pour les résidentEs sont déjà largement supérieurs aux retraites.

Tous les Ehpad sont menacés!

En deux ans, les moyens des Ehpad publics ont chuté d'un milliard d'euros. On est loin des 50 000 postes promis pour les Ehpad par Elisabeth Borne en juillet 2022. Seuls 1000 nouveaux postes ont été créés en 2023 ! À l'Ehpad du Havre, issu de la fusion de 6 établissements en déficit, s'ajoutent la construction d'un nouveau bâtiment, en zone inondable, qui explose le budget d'un million d'euros, et des choix hasardeux des directions, des achats de repas au centre hospitalier du Havre. À Rouen, tout

proche, l'Ehpad La Pléiade a un déficit d'un million d'euros, l'Ehpad des Quatre Saisons du CHU Saint-Julien est lui aussi en déficit. Le projet de transfert, de rachat et de mise aux normes des locaux de ces établissements par le centre hospitalier de Sotteville-lès-Rouen pose les mêmes questions ! Public ou privé, on l'a vu avec le scandale et la montagne de dettes d'Orpea (9 milliards), du groupe Clariane (ex-Korian, 4 milliards), ou la liquidation du groupe Medicharme qui laisse dans l'incertitude 2000 résidentEs, ce sont toutes les structures d'accueil des personnes âgées dépendantes qui sont dans la tourmente. Les salariéEs du Havre qui venaient d'apprendre la suppression des 100 postes ont manifesté devant la sous-préfecture le 29 février, envahi l'hôtel de ville, organisé une conférence de presse avec le secrétaire de l'Ufmict-CGT, et distribué des tracts à la population. Le refus des suppressions de postes rend encore plus actuel notre combat pour un service public de qualité de la perte d'autonomie, au domicile ou en institution, financé à 100% par les cotisations sociales, et pas par nos maigres retraites, avec un budget Sécu à la hauteur pour le personnel, le temps et la formation nécessaire pour «rajouter de la vie aux années, et pas seulement des années de vie».

Commission santé sécu social

Culture



REVUE La Déferlante: le numéro 13 est en kiosque!

Disponible dans votre point de vente préféré ou sur abonnement, le numéro 13 de la « revue des révolutions féministes »!

Comme toujours, un verbe donne le ton. Cette fois, *Avorter*. Le sous-titre, *Une lutte sans fin*, se passe de commentaires. Il introduit un dossier très complet sur la question, reposant sur des données mondiales et nationales, présentées sous forme de cartes qui d'un coup d'œil offrent une idée de la diversité de l'accès à l'avortement dans le monde et en France, avec ses fractures et ses inégalités! La rédaction introduit aussi une vraie diversité de points de vue, allant d'un aperçu historique de la lutte du MLAC au traitement esthétique de la question dans l'art en passant par la lutte en Pologne. Par ailleurs, *Gaza, documenter la guerre*, un article à l'actualité brûlante, donne à voir la situation dramatique de la couverture de presse de la guerre à Gaza, assumée uniquement par des reporteurices palestinienNEs, ici évoquée du point de vue des femmes. Dans *Complotisme et transphobie, l'alliance des haines*, est mise en évidence la porosité entre les milieux des influenceuses complotistes et transphobes, qui démontre une conjugaison des paniques et des haines et leurs conséquences graves sur la vie des personnes trans. Enfin comme à chaque livraison, de la photo (*Alice Austen, hors cadre, Pionnière de l'art photographique et de la visibilité lesbienne*), de la BD (dont l'excellent « *Ce matin, un lapin a tué un chasseur* »), l'entretien entre deux personnalités (ici Fatima Daas & Aloïse Sauvage)... Un numéro à ne pas manquer!

CM

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e,
M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44

contact@la-breche.com

ESSAI *La nature des hommes. Une mission écologique pour «sauver» l'Afrique, de Guillaume Blanc*

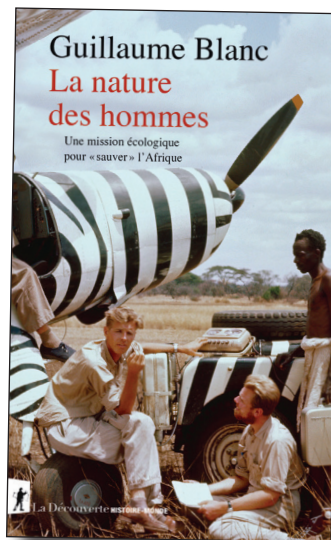
Éditions La Découverte, à paraître le 14 mars 2024, 336 pages, 22 euros.

Quelle est donc cette étrange mission écologique mondiale, lancée en 1961 : le « *Projet spécial africain* » ? Qui en sont les protagonistes et comment leurs interactions ont-elles amené à penser la nature en Afrique ? C'est ce que Guillaume Blanc se propose de nous faire découvrir.

Au départ, la conférence...

En 1961, alors que la décolonisation bat son plein en Afrique, se tient, à partir du 5 septembre, la conférence d'Arusha, convoquée par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Il s'agit d'examiner les moyens propres à sauvegarder la faune africaine tout en luttant contre la faim. Ils sont un peu plus d'une centaine, réunis dans cette petite ville de Tanzanie, pour lancer le « *Projet Spécial Africain* », avec une même ambition : « *aider l'Afrique à sauver sa nature* ».

C'est que, pendant la période de la colonisation, pour sauver en Afrique la nature déjà disparue en Europe, les colons prétendant protéger la nature africaine des Africains eux-mêmes, créent des parcs... en expulsant brutalement



ceux qui cultivent la terre. Au lendemain des indépendances, en s'appuyant sur les institutions internationales, les dirigeants africains « protègent » à leur tour la même nature, cette nature que le monde entier veut vierge (l'Eden!), sauvage, sans humains. Cela au prix de millions de paysanNEs africainEs expulsés et violentés, aujourd'hui encore. Mais comment cette continuité entre le temps des colonies et le temps des indépendances a-t-elle été possible ?

Une Histoire, quatre histoires...

Pour aborder la question, Guillaume Blanc nous livre un récit croisé, du point de vue de chacun des quatre groupes d'acteurs impliqués dans l'histoire de cette conférence — les quatre groupes qui structurent encore la société postcoloniale — dont chacun est persuadé de savoir de quoi l'Afrique devrait être le nom ! Leurs mondes se côtoient : celui « *des experts-gentlemen (les anciens commanditaires de la colonisation) qui pensent l'Afrique comme le dernier refuge naturel du monde* ; celui *des colons d'Afrique de l'Est qui*

se reconvertissent en experts internationaux ; celui des dirigeants africains qui entendent contrôler leurs peuples tout en satisfaisant les exigences de leurs partenaires occidentaux ; celui, enfin, de paysans auxquels il est demandé de s'adapter ou de disparaître »¹. Bien sûr, ces mondes ne sont pas à égalité, n'ont pas le même pouvoir, ne parlent pas de la même nature. De leurs rencontres, inévitables, naît la violence. « *Car c'est la nature des hommes que d'échanger, pour le meilleur et pour le pire* »².

Claude Moro

1 – Présentation éditeur

2 – Ibid.

Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
la revue

Le n°153 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



CINÉMA *Dans la peau d'un végan, de Mathurin Peschet*

Documentaire, Mille et une films 2023, 52 minutes. Disponible sur le site de France TV (La France en vrai - Bretagne).

« **D**e plus en plus influents, les militants de la cause animale œuvrent pour que l'humanité cesse d'exploiter les animaux. De mon côté, je suis depuis toujours omnivore. Mais depuis quelque temps une question me taraude : pourquoi continuer à tuer des animaux si on peut faire autrement ? Pour mieux comprendre, je me lance un défi : être végan pendant 100 jours ! »¹

100 jours, pourquoi 100 jours ?

L'auteur parle de défi... En effet, ce n'est pas un pari idiot de plus, ce n'est pas n'importe quoi ! La démarche — car c'est une démarche — procède d'une interrogation qui, pour faire l'objet d'une mise en scène et d'un scénario, n'en semble pas moins sincère... Première question : à quoi ce défi expose-t-il la personne qui se lance dans cette aventure ? Mathurin fait ça bien. On s'approche avec lui d'une démarche scientifique : il passe une visite médicale avant (puis une autre après), il se documente très précisément, se forme pour assumer techniquement (en cuisine, quoi...) la mise

en œuvre d'une autre alimentation... Petit détail, il ne vit pas seul. On perçoit alors les tensions que provoque sa démarche auprès de son entourage familial, amical... L'ironie, la raillerie, un soupçon d'agressivité quand il s'installe dans la durée...

Puis surgit la question : Végan, mais encore ? Alors Mathurin va à la rencontre des anti-spécistes, en particulier de ceux qui animent de temps à autre la place de la République à Rennes. Il les écoute, leur donne la parole, leur fait part de ses doutes, échange avec eux, de là où l'on parle quand on est un omnivore assumé depuis toujours...

Que faire ? Le 101^e jour ?

100 jours passés, il est clair que Mathurin reste sur sa faim... Il continue ! Comme si l'expérience, pour être concluante, devait se poursuivre un peu. À moins que la prolongation ne soit le signe d'un basculement possible... Deviendrais-je vraiment végan ?, semble-t-il se demander. Le plus dur n'est-il pas passé, socialement, moralement ? Alors l'auteur élargit le débat, d'une manière directement politique, en laissant la parole à



un éleveur de la Conf', tenant de l'élevage paysan, convaincu de proposer un autre modèle, puis à une philosophe au discours plutôt raide et très normatif, et enfin à une politologue pragmatique...

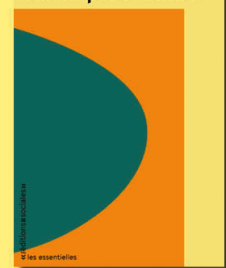
Les propos de son entourage se radicalisent, n'est-il pas en train de basculer du côté obscur de la force ? Son expérience, perçue comme une bizarrerie au départ, ne tourne-t-elle pas à autre chose — on lui parle de secte, de dogme... C'est un peu appuyé, voire caricatural, et cela peut, malheureusement, apparaître comme une conclusion (puisque c'est à la fin), un retour à la normale (à la raison?)... Pourtant, l'auteur semble bien ébranlé, comme prêt, à la moindre occasion, à repasser le pas...

Vincent Gibelin

1 – Présentation auteur.

Les Théories sur la plus-value de Karl Marx enfin disponibles !

Karl Marx
Théories
sur la plus-value



Les éditions sociales rééditent le livre 4 du *Capital* ! Pour soutenir cette initiative, précommandez sur la boutique en ligne (boutique.editionssociales.fr) avant le 4 avril ou envoyez un courrier avec vos informations et un chèque (Les éditions sociales, 21 rue Mélingue, 75019 Paris) et recevez chez vous votre exemplaire pour 60 € (au lieu de 70 €), frais de livraison offerts avec le code theories2024. Le tirage est limité à 500 exemplaires.

«éditions sociales»

DROIT D'ASILE « La campagne anti-étrangerEs à Mayotte menace les réfugiéEs burundaisEs membres du MSD »

Entretien. Depuis 2015, le Burundi connaît une situation sociale et politique gravissime qui oblige à l'exil des milliers de personnes, et notamment les opposantEs au régime au pouvoir. Des militants du Mouvement pour la solidarité et la démocratie sont notamment en exil à Mayotte où les récentes annonces du ministère de l'Intérieur menacent directement leur sécurité. **l'Anticapitaliste** a rencontré **JS**, représentante du Mouvement pour la solidarité et la démocratie – France.

Quelle est la situation politique au Burundi en ce moment ?

Laissez-moi vous donner juste les chiffres pour que vous puissiez juger par vous-même. Il y a aujourd'hui 12000 prisonnierEs politiques au Burundi dont la majorité sont des jeunes, coupables d'avoir manifesté en 2015 contre un troisième mandat anticonstitutionnel, du président Nkurunziza (décédé en 2020). Près d'un demi-million de BurundaisEs se sont exilés dans les pays voisins et un peu partout dans le monde pour échapper aux assassinats. Plus de 3000 opposantEs ont été assassinés depuis 2015. Une milice illégale issue de la jeunesse du parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces de défense de la démocratie), a été créée et quadrille le pays. Elle joue le rôle aujourd'hui de police et de supplétif de l'armée dans sa guerre contre l'opposition armée du Mouvement de résistance pour un État de droit (RED Tabara). La milice rackette la population, participe aux enlèvements des opposantEs et à leurs assassinats quotidiennement. Le régime considère le bien de la nation comme son bien personnel. Une caste des généraux, témoins du CNDD-FDD, s'est approprié toutes les richesses du pays, et malheur à qui ose dénoncer ce pillage. Avec le Soudan du Sud, le Burundi fait désormais partie des deux pays les plus pauvres au monde. La situation économique et sociale est si détériorée que l'essence, le sucre, les engrais pour l'agriculture... manquent. La flambée des prix des produits de première nécessité est telle qu'il y a aujourd'hui risque de famine au Burundi.

Comme le font tous les régimes de terreur, les opposantEs, même en exil, sont continuellement pourchassés et harcelés

Comment caractérisez-vous ce régime ?

Pour nous, au MSD (Mouvement pour la solidarité et la démocratie), nous disons que le régime du CNDD-FDD remplit les caractéristiques d'un régime fasciste. Il a une idéologie fondée sur l'identitaire. La caste au pouvoir prétend représenter la majorité ethnique hutue contre la minorité tutsie. En réalité la plupart des opposantEs assassinés sont hutuEs, et la paupérisation du peuple touche toutes les composantes de la nation burundaise sans exclusif. Comme tous les régimes fascistes, le CNDD-FDD a créé des milliers de miliciens illégaux (les Imbonerakure) qui sont les yeux, les oreilles et le bras armé du parti unique. L'espace politique est verrouillé. En fait, nous sommes face un terrorisme d'État décomplexé : les défenseurEs des droits humains, les journalistes indépendants, les humanitaires et la plupart des dirigeantEs de l'opposition ont été forcé de s'exiler pour échapper à la mort. Comme le font tous les régimes de terreur, les opposantEs, même en exil, sont continuellement pourchassés et harcelés.

Des condamnations à perpétuité arbitraires et surréalistes ont été prononcées contre des dirigeantEs de l'opposition en exil, des défenseurEs des droits humains, des humanitaires et

des journalistes indépendants. Belliqueux, le régime du CNDD-FDD n'hésite pas à poursuivre les opposantEs dans les camps de réfugiéEs des pays voisins en violation des droits des réfugiéEs et de la souveraineté de ces pays. Ils kidnappent les réfugiéEs, les ramènent au Burundi où ils et elles sont affreusement torturés avant de les faire disparaître. C'est au vu de tout ce qui précède que nous pensons au MSD que, au Burundi, nous avons à faire un régime fasciste classique.

Peux-tu nous en dire plus de votre organisation le MSD ?

Le MSD, Mouvement pour la solidarité et la démocratie, est un mouvement politique de masse multi-ethnique qui se bat pour la sécurité physique, économique et la liberté pour tous les BurundaisEs. Nous sommes farouchement opposés aux sectarismes ethniques, régionaux et religieux. Nous sommes pour la parité entre les hommes et les femmes. Au Burundi, les membres du MSD qui n'ont pas été assassinés, qui ne sont pas en prison ou en exil, sont dans la clandestinité. Mais malgré la terreur du régime, notre mouvement est présent sur l'ensemble du territoire national. Le MSD a des sections dans tous les pays où se trouve la diaspora burundaise.

Malgré l'état de terreur, notre mouvement reste sur une ligne politique non violente. Nous sommes convaincus que la mobilisation de masse et les pressions internationales finiront par contraindre le CNDD-FDD à accepter les négociations inclusives en vue de créer les conditions favorables aux élections libres et transparentes.

Dans la situation actuelle au Burundi, expulser unE réfugiéE membre du MSD, c'est le/la condamner à mort

Peux-tu nous parler de la situation des réfugiéEs burundais à Mayotte ?

Mayotte est juste une des possibilités pour fuir le Burundi après être passé par les pays voisins. Mais la campagne anti-étrangerEs à Mayotte est devenue un véritable problème de sécurité physique pour tous les demandeurEs d'asile et en particulier les réfugiéEs burundaisEs membres du MSD. Que ce soit les réfugiéEs qui ont obtenu leur statut, que ce soit ceux qui sont en instance d'attente ou d'appel, ou celles et ceux dont la demande a été rejetée, ils et elles vivent tous la peur au ventre.

Il faut absolument que les autorités françaises comprennent que dans la situation actuelle au Burundi, expulser unE réfugiéE membre du MSD, ce n'est pas exagérer de dire que c'est le/la condamner à mort.

Que peut-on faire pour vous aider ?

Il faut informer les citoyenEs français ainsi que la communauté internationale de la tragédie en cours au Burundi. Le MSD lutte pour que les BurundaisEs puissent rentrer et vivre en paix dans leur pays mais dans l'état actuel de leur pays, ils doivent absolument être protégés. Face à la violence d'État inouïe au Burundi, défendre les réfugiéEs c'est aussi défendre notre humanité commune. En d'autres mots, protéger le droit d'asile en France est aussi important pour nous que pour vous.

Propos recueillis par François

Pour contacter le MSD :

msd.france@gmail.com

Page Facebook: msd.france

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)

[NPA Lanticapitaliste](https://www.npa.org/antipress)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://www.youtube.com/channel/UC...)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.linkedin.com/company/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à :

redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion.presse@npa2009.org

Le Burundi en bref

Le Burundi est un pays situé dans la région des Grands Lacs, entre le Rwanda, la Tanzanie et la République démocratique du Congo. Anciennement sous le protectorat du Royaume de Belgique, il obtient son indépendance le 1^{er} juillet 1962.

Le Burundi est aujourd'hui peuplé de 12 millions d'habitantEs. Le pays a subi de nombreuses crises politiques. Cela commence en 1961 avec l'assassinat du héros de l'indépendance, le Prince Louis Rwagasore. Ensuite, le pays a connu des crises et des massacres répétés en 1965, 1969, 1972, 1988, 1993 avec l'assassinat du premier président Hutu élu démocratiquement, Melchior Ndadaye. Vient ensuite 2015 avec les manifestations contre la violation de la Constitution. Une crise qui dure jusqu'à ce jour.

De nombreux mouvements de guérillas existent, le CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie) qui est aujourd'hui au pouvoir, le PALIPEHUTU-FNL (Parti pour la libération du peuple hutu-Forces nationales de libération) et RED Tabara (Mouvement de résistance pour un État de droit).

Une séparation existe entre Hutus et Tutsis (environ 15% de la population) prétendument fondée sur des ethnies différentes, mais sans différences de culture et de langue.

Les colonisateurs belges ont favorisé les Tutsis, ce qui a entraîné des tensions entre ces deux parties de la population. Des critères physiques ou sociaux sont censés fonder des différences. Les Tutsis seraient plutôt des éleveurs, les Hutus des agriculteurs, mais, dans les faits, vous pouvez rencontrer des Hutus éleveurs et des Tutsis paysans, et souvent tous ont des animaux.

